

Unité départementale de la Somme  
53, rue de la Vallée  
80040 Amiens Cedex 1

Amiens, le 24/03/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2026

### Contexte et constats

Publié sur 

**DAVERGNE Raoul (FONDERIE)**

31 rue Victor Hugo  
80210 Feuquières-En-Vimeu

Références : 2026-E30041  
Code AIOT : 0005104079

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement DAVERGNE Raoul (FONDERIE) implanté 31, rue Victor Hugo 80210 Feuquières-en-Vimeu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DAVERGNE Raoul (FONDERIE)
- 31, rue Victor Hugo 80210 Feuquières-en-Vimeu
- Code AIOT : 0005104079
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les installations de la fonderie Raoul DAVERGNE sont autorisées par arrêté préfectoral du 6 janvier

2004. Le site est spécialisé dans la fabrication de pièces en cupro-aluminium pour la SNCF, l'appareillage électrique, la robinetterie industrielle, la serrurerie et l'industrie automobile. Il emploie 86 salariés.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 06/01/2004, article III.4.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Dispositif extérieur de défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 06/01/2004, article 6.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rapport conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

L'inspection propose au préfet de la Somme d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 juillet 2025.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/01/2004, article III.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle annuel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/05/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 21/01/2026</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Un contrôle de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est réalisé annuellement par un organisme indépendant. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
<b>Constats :</b>

<p>L'exploitant a transmis le compte-rendu de vérification périodique des installations électriques (Q18) réalisé le 17/12/2025 par la société BUREAU VERITAS. Le rapport mentionne que la vérification a consisté en une vérification complète des installations électriques de l'établissement. Le rapport conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Aucune non-conformité n'est constatée.</p> <p>L'inspection propose au préfet de la Somme d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 juillet 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

## N° 2 : Dispositif extérieur de défense contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/01/2004, article 6.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réserve d'eau en cas d'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le matériel de lutte contre l'incendie couvre l'ensemble des installations. Les moyens propres à chaque secteur sont dimensionnés selon la nature et l'importance du risque à défendre. Les moyens de lutte et d'intervention contre l'incendie sont conformes aux normes en vigueur et comprennent notamment des extincteurs en nombre suffisant et appropriés aux risques à couvrir, répartis sur tout le site, bien visibles et toujours facilement accessibles.</p> <p>Le dispositif de défense extérieure contre l'incendie sera complété par un troisième poteau d'incendie de 100mm qui devra être implanté à moins de 150m de l'établissement; les poteaux d'incendie devront débiter simultanément 1000l/mn sous une pression de 1 bar.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le constat suivant était formulé lors de la visite d'inspection du 29/05/20:</p> <p>" L'exploitant a présenté un essai de débits en simultané sur une bouche et un poteau incendie situés rue Victor Hugo à Feuquières en Vimeu.</p> <p>Ces essais concluent à des débits de 50 m<sup>3</sup>/h et 87 m<sup>3</sup>/h en simultané à 1 bar de pression,</p> <p>Le troisième poteau incendie initialement a été remplacé par une réserve de 120 m<sup>3</sup> implantée chez l'exploitant. En effet, les services de la commune estimaient ne pas pouvoir assurer le débit en simultané avec un troisième poteau incendie.</p> <p>A noter que cette réserve présente actuellement une fuite (voir photographie 4). L'exploitant dispose d'un kit de réparation pour gérer cette fuite et a prévu la pose d'un géo-textile sous la réserve pour empêcher que le problème ne se reproduise, mais doit attendre la disponibilité d'un prestataire pour pomper l'eau restant présente dans la réserve.</p>

Suite à la visite d'inspection du 20/05/2025, l'inspection formulait le constat suivant:

*"La réserve présente ne présentait pas de fuite le jour de la visite d'inspection. Un géotextile a été disposé sous la réserve afin de limiter les risques de fuite. L'inspection préconise à l'exploitant de réaliser un entretien de la végétation autour de la réserve afin d'éviter toute dégradation de celle-ci (notamment par les ronces).*

*Le jour de la visite d'inspection, des véhicules étaient stationnés de part et d'autre de la réserve.*

*Observation: L'exploitant demandera l'avis écrit du SDIS [Service Départemental d'Incendie et de Secours] dans un délai d'un mois concernant les stationnements de véhicules de part et d'autre de la réserve incendie: le SDIS devra pouvoir manipuler un engin facilement pour avoir accès à la réserve d'eau en cas d'incendie."*

Lors de la visite d'inspection du 10/03/2026, l'inspection constate que l'entretien de la végétation autour de la réserve incendie a été effectué. Néanmoins, il reste quelques ronces présentes à proximité de celle-ci. L'exploitant déclare qu'il sollicitera à nouveau la société en charge de l'entretien des espaces verts.

***Observation: l'inspection recommande à l'exploitant de retirer les ronces restantes à proximité immédiate de la réserve incendie.***

Une ligne jaune est matérialisée au niveau de la bouche d'aspiration pour empêcher le stationnement des véhicules. Aucun véhicule n'était stationné à proximité de la matérialisation au sol le jour de la visite.

L'exploitant indique qu'une visite du SDIS est prévue le 27/03/25 afin de vérifier le bon fonctionnement et l'accès à la réserve incendie.

***Observation: l'exploitant transmettra le compte-rendu/rapport de visite du SDIS à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.***

Type de suites proposées : Sans suite